

CountrySide

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2025

MAGAZINE

**Conférence sur la biodiversité : combler le déficit
de financement pour la restauration de la nature**

**L'innovation ouvre de nouvelles voies pour la protection
des polliniseurs lors du Prix Européen de l'Abeille 2025**

**Regenomics offre de nouvelles perspectives
économiques pour les propriétaires fonciers**





TABLE DES MATIÈRES



Conférence sur la biodiversité : combler le déficit de financement pour la restauration de la nature	3
L'innovation ouvre de nouvelles voies pour la protection des pollinisateurs lors du Prix Européen de l'Abeille 2025	6
Les propriétaires fonciers européens se réunissent à Bruxelles pour défendre la stabilité, la terre et la nature	7
Podcast – Combler le fossé : financer la transition agricole	7
Réformer la PAC : trouver l'équilibre entre viabilité économique et ambition environnementale	8
Faire face à l'avenir de l'agriculture : perspectives de marché, défis environnementaux et priorités politiques	10
Regenomics offre de nouvelles perspectives économiques pour les propriétaires fonciers	12
Construire l'Initiative Européenne pour les Tourbières : une alliance forte pour la protection climatique des tourbières en Europe	14
Deux sites Wildlife Estates honorés par le Prix Environnement Baillet Latour	15
Candidatez pour le "Land and Soil Management Award"	16

Editorial

Les effets d'une législation confuse et mal calibrée, issue d'un Green Deal déployé à la hâte et sans véritable concertation, continuent de peser lourdement sur le moral des acteurs ruraux, comme une épée de Damoclès.

L'EUDR en est un exemple : le texte actuel est largement inapplicable en Europe, alors même qu'une traçabilité crédible est indispensable pour les produits provenant de zones à risque. Pour rendre la réglementation effective dans un délai raisonnable, trois ajustements sont nécessaires :

1. Un fardeau disproportionné pour les acteurs à faible risque.

Les forêts familiales européennes et de nombreuses exploitations ne sont pas responsables de la déforestation tropicale, pourtant elles se voient imposer des obligations lourdes (géolocalisation, documentation, analyse de risque), au détriment du temps et des ressources dédiés à l'adaptation climatique, à la biodiversité et à la gestion durable.

2. Une mise en œuvre trop complexe à court terme.

Le niveau de preuve exigé dépasse souvent les capacités techniques et administratives actuelles, créant insécurité juridique, blocages et primat de la paperasse sur les résultats.



3. Une approche du risque insuffisamment ciblée.

Il faut mieux différencier régions, filières et opérateurs, et concentrer les contrôles les plus stricts sur les zones et chaînes d'approvisionnement à haut risque, tout en simplifiant pour les acteurs démontrablement bas risque.

Notre appel à un report vise donc à corriger ces défauts pour garantir une EUDR **efficace, équitable et applicable**.

Thierry de l'ESCAILLE
Président Exécutif, ELO

Conférence sur la biodiversité : combler le déficit de financement pour la restauration de la nature

L'Europe dispose des fonds nécessaires pour sauver sa biodiversité, mais leur mise en œuvre concrète reste un défi. Le 2 décembre 2025, la Conférence ELO sur la biodiversité, organisée à Bruxelles, a réuni des experts du secteur financier, des décideurs politiques, des scientifiques, des gestionnaires de terres, des investisseurs et des représentants de la société civile afin de faire face à ce paradoxe. La question centrale était simple mais urgente : comment financer la biodiversité aujourd'hui ? Comment passer de l'ambition à des solutions concrètes, finançables et déployables à grande échelle ?

Le financement européen de la biodiversité : le déficit de déploiement

« L'Europe n'a pas un problème financier, elle a un problème de déploiement », a déclaré Eva MAYERHOFER de la Banque européenne d'investissement (BEI), soulignant que l'Europe dispose des capitaux nécessaires mais manque de cadres cohérents pour les orienter efficacement. Elle a noté que les politiques et les incitations tirent encore dans des directions différentes, créant de l'incertitude et ralentissant l'action sur le terrain.

Jurgen TACK, secrétaire général de l'ELO, a rappelé aux participants que, malgré cette disponibilité théorique des ressources, les propriétaires fonciers font toujours face à des coûts initiaux élevés de restauration, à des charges d'entretien à long terme, à des procédures administratives complexes et à des dispositifs de financement public qui couvrent rarement l'ensemble des coûts, les laissant assumer l'essentiel des risques.

Des outils et des solutions innovants existent, mais le passage à l'échelle de la restauration nécessite des mécanismes capables de fournir des bénéfices écologiques mesurables et des retours économiques équitables pour les propriétaires fonciers. L'investissement privé ne peut fonctionner que s'il est soutenu par des financements publics solides, une sécurité juridique et un partage équitable des bénéfices. Comme l'a souligné M. TACK : « Sans confiance, il n'y aura pas de marché évolutif ; sans clarté, pas de flux d'investissement ; et sans propriétaires fonciers, pas de restauration. »



Delphine DUPEUX
Directrice politique européenne de la biodiversité et affaires parlementaires,
ELO



Ludovica MASSIMO
Stagiaire politique & projets,
ELO

Aligner les politiques et la finance pour un avenir positif pour la nature

Le premier panel a exploré les outils financiers nécessaires pour combler l'écart entre l'ambition et la mise en œuvre de la restauration de la nature. Heather GRABBE (Bruegel) a souligné que la manière dont les États membres choisiront de mettre en œuvre la loi sur la restauration de la nature sera déterminante. Se limiter aux mesures les moins coûteuses peut permettre d'atteindre les objectifs de 2030, mais au prix de coûts à long terme bien plus élevés et de pertes irréversibles en matière de carbone et de biodiversité.

Thomas FREISINGER (UICN) a mis en évidence le fait que les efforts de restauration reposent encore largement sur des financements publics, en particulier le programme LIFE, et que les États membres présentent des niveaux très différents de dépendance aux ressources de l'UE. Selon lui, aucun instrument ne peut en remplacer un autre : les outils doivent se compléter et se renforcer mutuellement plutôt que se concurrencer.

Représentant le secteur privé, Jesús CARRASCO (Iberdrola) a expliqué que les entreprises considèrent de plus en plus la biodiversité non comme une contrainte, mais comme une véritable opportunité économique. Pour Iberdrola, investir dans la nature signifie investir dans la résilience, la création de valeur sociale et la performance économique à long terme.

Eva MAYERHOFER (BEI) a présenté plusieurs pistes pour mieux mobiliser les capitaux privés, allant des modèles d'assurance paramétrique à des garanties mieux ciblées, en passant par des structures de financement inspirées des obligations forestières.

Dans l'ensemble, les panélistes ont souligné que, si des solutions prometteuses existent, elles ne réussiront que si les autorités publiques, les investisseurs et les propriétaires fonciers avancent dans la même direction, soutenus par la clarté, la confiance et des cadres stables à long terme.

Investir dans la nature : des indicateurs aux marchés

Le deuxième panel s'est concentré sur des approches pratiques et orientées vers le marché afin de rendre la nature investissable et de créer des revenus pour les gestionnaires de terres grâce au capital naturel et aux crédits biodiversité. Martin STUCHTEY (Landbanking Group) a expliqué comment la technologie et la fintech peuvent attribuer à chaque hectare un « passeport écologique », mesurant la biodiversité, le carbone, l'eau et les sols, et le reliant à des instruments financiers. Cela permet aux entreprises d'investir dans la nature en tant qu'infrastructure essentielle, avec des récompenses fondées sur les résultats pour les gestionnaires de terres, et ouvre des perspectives pour l'assurance, les prêts et les fonds paysagers.

Caroline PRINGLE (Natural-Prosperity) a insisté sur la nécessité de concevoir des indicateurs de capital naturel du point de vue des propriétaires fonciers, en veillant à ce qu'ils soient pratiques, holistiques et abordables. Son modèle pilote sur cinq ans fournit des capitaux initiaux aux gestionnaires de terres et leur garantit 50 % des retours vérifiés, réduisant les risques tant pour les investisseurs que pour les propriétaires fonciers, tout en soutenant une gestion intégrée des terres.

Heli SIITARI (MTK) a souligné l'importance de bâtir la confiance grâce à des systèmes robustes de mesure et de vérification. Le système finlandais des hectares à valeur d'habitat, soutenu par des intermédiaires tels que les associations de gestion forestière, aide les propriétaires fonciers à s'engager sur les marchés des crédits nature. Les financements public-privé et une communication continue avec les propriétaires fonciers sont essentiels à la réussite.

Alexandra HOLMLUND (Qarlbo Biodiversity) a partagé son expérience de projets pilotes de crédits biodiversité dans les forêts de production, montrant comment des interventions modulaires et mesurables - conservation, restauration et gestion forestière intégrée - peuvent générer des rendements et être déployées à grande échelle. Elle a également évoqué



les difficultés d'adoption du marché liées aux échecs passés des marchés du carbone, tout en soulignant le potentiel des marchés de la résilience et de la valeur intrinsèque.

Dans l'ensemble, le panel a mis en évidence que des marchés de la nature crédibles et évolutifs nécessitent des indicateurs robustes, des projets pilotes pour démontrer les concepts, des infrastructures financières et des cadres politiques favorables, combinant innovation et application concrète sur le terrain.

La nature comme un actif, et non comme un coût

Globalement, le financement de la biodiversité passe d'initiatives fragmentées à des solutions fondées sur la nature structurées et investissables. Le succès dépendra de la clarté des politiques, des infrastructures de marché et de partenariats à long terme qui considèrent la nature comme un actif économique plutôt que comme un centre de coûts.

Avec une salle comble, des débats stimulants et des intervenants exceptionnels, la conférence a été un véritable succès. L'Europe semble enfin s'orienter vers un avenir où la nature n'est plus un centre de coûts, mais un actif essentiel - digne d'investissements stables, prévisibles et à grande échelle.





JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™

AGRICULTURE DURABLE
AXÉE SUR LA TECHNOLOGIE

Home Map Settings

FARM SMART, PROFIT MORE



Entrez dans le futur de l'agriculture durable avec notre gamme complète d'agriculture de précision. La modulation intraparcellaire et les autres solutions technologiques permettent aux exploitations agricoles d'être plus efficaces, rentables et durables.

Vous pourrez prendre rapidement des décisions plus intelligentes basées sur des données réelles pour optimiser efficacement l'utilisation de vos ressources, améliorer la santé des sols tout en augmentant le potentiel de rendements de vos parcelles.

Contactez dès maintenant votre concessionnaire John Deere, des experts sont prêts à vous aider !

DECOUVREZ CE QUE LES
SOLUTIONS JOHN DEERE
PRECISION AG
TECHNOLOGY PEUVENT
FAIRE POUR VOUS

L'innovation ouvre de nouvelles voies pour la protection des pollinisateurs lors du Prix Européen de l'Abeille 2025

L'innovation a rencontré la tradition au Parlement européen à Bruxelles en décembre dernier, à l'occasion de la douzième édition du Prix Européen de l'Abeille, qui a mis en lumière des solutions pratiques face à l'un des défis environnementaux les plus pressants de l'Europe : le déclin des pollinisateurs. Présentée par le député européen Paulo do NASCIMENTO CABRAL, la cérémonie a rassemblé des décideurs politiques, des agriculteurs, des apiculteurs, des scientifiques et des représentants de l'industrie pour récompenser des projets qui relient agriculture, biodiversité et ingéniosité technologique.

Organisé conjointement par ELO et John Deere, le Prix Européen de l'Abeille honore, depuis 2014, des initiatives qui apportent des bénéfices tangibles pour les abeilles et autres pollinisateurs. Le thème de cette année portait sur les solutions technologiques innovantes, illustrant une compréhension croissante selon laquelle les outils agricoles modernes et la protection écologique peuvent évoluer ensemble, plutôt que de s'opposer.

Le grand prix de 2025 a été décerné à EcoCut, un projet allemand développé par Fischer MASCHINENBAU. EcoCut s'attaque à une menace longtemps ignorée mais pourtant significative pour les insectes : les opérations de tonte. Sa solution est étonnamment simple. Un système de soufflage d'air monté à l'avant de l'équipement de tonte déplace doucement les abeilles et autres insectes hors de danger avant que les lames ne passent. Des tests sur le terrain, incluant une expérience dédiée utilisant des rayons de miel, ont montré que le système pouvait protéger jusqu'à 90 % des abeilles présentes pendant la tonte.



Lauréats du Prix Européen de l'Abeille (EcoCut) aux côtés de représentants du jury. De gauche à droite : le député européen Paulo do Nascimento Cabral (PPE), le Pr Dr Reiner Beutel (EcoCut), Matthias Reber (EcoCut), Gilles Dryancour (John Deere, membre du jury), Dieter Reber (EcoCut), Thierry de l'Escaille (ELO, membre du jury), le Pr Dr Michael Garratt (Université de Reading, président du jury).



Laura TICOIU
Chargée de mission politique,
ELO

Pour l'équipe EcoCut, ce prix valide une philosophie ancrée dans la praticité. Le système ne nécessite aucune réduction de la vitesse de travail et n'impose pas de charges supplémentaires aux agriculteurs ou aux entrepreneurs. Il démontre plutôt comment de petites modifications de conception peuvent entraîner d'importants gains écologiques. Comme l'a expliqué Dieter REBER d'EcoCut lors de la cérémonie, le projet a été guidé par la conviction que l'efficacité et les pratiques respectueuses de la nature ne doivent pas nécessairement être opposées.

En plus du gagnant principal, le jury a décerné une mention spéciale à Apiluz, une initiative française basée dans la région Champagne-Ardenne. Apiluz réunit des agriculteurs, des apiculteurs, des coopératives et l'association Symbiose pour lutter contre le manque de nectar en été, une période où les ressources florales pour les polliniseurs deviennent rares. Le projet encourage les agriculteurs à laisser des bandes non tondues de trois mètres de large dans les champs de luzerne de juin à août, permettant aux plantes de fleurir et d'offrir un fourrage vital.

Depuis son lancement en 2021, Apiluz a mobilisé plus de 2 400 agriculteurs dans sept départements, créant plus de 1 850 kilomètres de bandes fleuries. Le suivi annuel montre que ces zones accueillent un nombre nettement plus élevé de pollinisateurs et d'insectes bénéfiques, prouvant que de modestes ajustements dans la gestion des terres peuvent transformer les paysages agricoles.

Les intervenants lors de la cérémonie ont souligné la signification plus large de ces initiatives. Le président du jury, le professeur Michael GARRATT, a salué la diversité et la créativité des applications, tandis que Thierry DE L'ESCAILLE, président exécutif de ELO, a insisté sur le fait que le Prix Européen de l'Abeille continue de démontrer comment des pratiques simples et bien conçues peuvent avoir un impact significatif sur le terrain. Gilles DRYANCOUR, vice-président des affaires publiques chez John Deere et membre du jury, a partagé cette vision, soulignant que le progrès technologique dans l'agriculture doit soutenir les agriculteurs tout en protégeant la nature. Ensemble, leurs messages ont renforcé le thème central du prix : l'innovation et la responsabilité environnementale sont les plus fortes lorsqu'elles avancent main dans la main.



Les propriétaires fonciers européens se réunissent à Bruxelles pour défendre la stabilité, la terre et la nature



Wallerand VAN OUTRYVE D'YDEWALLE
Chargé de mission et de projet -
Coordinateur ForumforAg des intervenants

Le 2 décembre 2025, l'European Landowners' Organization (ELO) a tenu son Assemblée générale à la Maison Grand-Place à Bruxelles, réunissant 50 membres, associations nationales et partenaires de l'UE. La réunion a abordé l'avenir de la PAC, la complexité réglementaire et l'évolution de la gouvernance de ELO. Les interventions de la députée européenne Christine SCHNEIDER et d'organisations belges ont mis en lumière des préoccupations communes concernant l'orientation des politiques. Les membres ont réaffirmé leur engagement en faveur de la nature et du développement rural, tout en appelant à davantage de clarté, de cohérence et de reconnaissance du rôle des propriétaires fonciers dans le Pacte vert européen.

Le Président exécutif de ELO, Thierry de L'ESCAILLE, a ouvert la séance en soulignant la nécessité de préserver la Politique agricole commune (PAC) en tant qu'instrument stratégique dédié. Il a mis en garde contre le mécanisme proposé de « fonds unique » dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), qui pourrait réduire la visibilité de la PAC et compromettre le soutien au développement rural, notamment au titre du pilier II. Il a également exprimé ses préoccupations quant à la réduction du rôle du Parlement européen dans l'élaboration du CFP, affaiblissant ainsi le contrôle démocratique des futures décisions budgétaires.

Jurgen TACK, Secrétaire général de ELO, a présenté un aperçu des activités récentes de l'organisation, notamment les travaux sur des dossiers réglementaires tels que le cadre de certification des absorptions de carbone, le suivi des sols et le développement d'un système de crédits nature. Il a souligné l'impassé actuelle au sein du Conseil européen de l'agriculture et de l'alimentation (EBAF), où le consensus entre intérêts environ-

nementaux et agricoles reste difficile à atteindre. Jurgen TACK a insisté sur le fait que les futures politiques doivent prioritairement soutenir ceux qui produisent des résultats environnementaux et économiques mesurables, tout en évitant des critères d'éligibilité trop rigides risquant d'exclure des gestionnaires fonciers efficaces.

Christine SCHNEIDER, députée européenne, s'est adressée à l'Assemblée sur les développements législatifs en cours. Elle a exprimé son fort soutien au maintien d'une structure claire et cohérente de la PAC dans le prochain CFP et a souligné les risques liés à une fragmentation de sa base de financement. Christine SCHNEIDER a également mis en garde contre la surcharge réglementaire, en particulier pour les propriétaires fonciers et les entreprises familiales, citant les obligations qui se chevauchent issues du règlement européen sur la déforestation (EUDR), de la directive CSRD et des propositions relatives à l'étiquetage environnemental. Elle a appelé à une meilleure coordination entre les institutions européennes et à une attention accrue aux défis concrets de mise en œuvre dans les zones rurales.

Une intervention particulièrement émouvante a été prononcée par Andriy DYKUN, président du Conseil agraire ukrainien, qui a partagé son témoignage sur les défis extraordinaires auxquels sont confrontés les propriétaires fonciers en Ukraine. Malgré la guerre, nombre d'entre eux continuent de produire des denrées alimentaires, d'entretenir leurs terres et de contribuer à la résilience nationale. Il a appelé au renforcement des liens avec les partenaires européens, tant pour accélérer l'innovation que pour soutenir les secteurs agricole et rural ukrainiens dans cette période d'extrême difficulté.

L'Assemblée s'est conclue par un appel en faveur d'une cohérence politique à long terme et d'une reconnaissance équitable du rôle des propriétaires fonciers dans la réalisation des objectifs environnementaux et ruraux de l'Europe. ELO continuera à renforcer son réseau d'associations nationales et à affiner ses contributions aux principaux processus européens à l'approche du prochain CFP.



Podcast – Combler le fossé : financer la transition agricole

Dans le dernier épisode du Food Systems Podcast, Jurgen TACK, Secrétaire Général de ELO, revient sur le récent rapport du Forum for the Future of Agriculture consacré au financement de la transition vers un système agroalimentaire plus résilient et durable. S'entretenant avec l'animatrice Rose O'DONOVAN, Jurgen TACK expose les défis liés à l'alignement des objectifs environnementaux avec la viabilité économique des exploitations agricoles.

Réformer la PAC : trouver l'équilibre entre viabilité économique et ambition environnementale

Le 4 novembre 2025, le Parlement européen a accueilli une conférence politique sur l'avenir de la Politique agricole commune, co-présidée par les députés européens Herbert DORFMANN et Juan Ignacio ZOIDO. La discussion a réuni des décideurs de l'UE et des représentants du secteur afin d'évaluer comment la PAC peut demeurer économiquement viable tout en répondant aux défis environnementaux et structurels. Dans le contexte du prochain cadre financier pluriannuel et des changements proposés en matière de gouvernance de la PAC, les échanges ont porté sur la stabilité des revenus, la compétitivité, la performance environnementale ainsi que sur la nécessité d'un cadre politique prévisible, capable de soutenir les investissements à long terme dans l'agriculture européenne.

Le 4 novembre 2025, le Parlement européen a accueilli une conférence de haut niveau coprésidée par les députés européens Herbert DORFMANN (Italie, PPE) et Juan Ignacio ZOIDO (Espagne, PPE). L'événement a réuni des responsables politiques, des experts et des parties prenantes afin de réfléchir au rôle évolutif de la Politique agricole commune (PAC) dans le soutien à la fois à la résilience économique et à l'ambition environnementale.

Dans son discours d'ouverture, DORFMANN a souligné que la PAC demeure l'un des instruments politiques les plus intégrés de l'UE et qu'elle doit conserver sa structure distincte. Il a exprimé ses inquiétudes face aux propositions du prochain cadre financier pluriannuel (CFP) visant à fusionner les financements de la PAC avec ceux de la politique de cohésion, ce qui risquerait d'en diluer la vocation agricole et de réduire la stabilité nécessaire à la planification à long terme. Pour DORFMANN, la protection de l'architecture à deux piliers est essentielle afin de garantir que les objectifs ruraux et environnementaux ciblés continuent d'être poursuivis.

ZOIDO a fait écho à cette position, soulignant que les agriculteurs sont confrontés à une hausse des coûts, à une incertitude réglementaire croissante et à des pressions externes accrues. Il a estimé que la simplification ne devait pas se faire au détriment de l'efficacité et a appelé à une réforme qui renforce la viabilité des exploitations, favorise le renouvellement générationnel et réduise la complexité bureaucratique.



Delphine DUPEUX

*Directrice politique européenne de la biodiversité et affaires parlementaires,
ELO*



*Wallerand VAN OUTRYVE D'YDEWALLE
Chargé de mission et de projet -
Coordinateur ForumforAg
des intervenants*

La perspective de la Commission sur la future réforme

Catherine GESLAIN-LANÉELLE, directrice de la stratégie et de l'analyse des politiques à la DG AGRI, a prononcé le discours liminaire. Elle a souligné que les plans stratégiques nationaux de la PAC offrent un cadre à la fois flexible et complexe pour les États membres. Reconnaissant les contraintes budgétaires et les difficultés de mise en œuvre, elle a appelé à une coopération renforcée entre les institutions européennes et les autorités nationales afin de maintenir l'alignement entre objectifs environnementaux et compétitivité.

GESLAIN-LANÉELLE a indiqué que la Commission suivrait de près les implications de la structure proposée du CFP, en particulier le risque d'un affaiblissement du soutien au développement rural. Elle a également insisté sur la nécessité de renforcer l'élaboration des politiques fondée sur des données probantes et de simplifier les processus administratifs de la PAC.

Vers une réforme fondée sur les preuves et inclusive

Ouvrant le panel d'experts, Tassos HANIOTIS (ForumforAg / IIASA) a exhorté les décideurs à dépasser les débats polarisés et à se concentrer sur les résultats. Il a estimé que la PAC devait évoluer vers un soutien à une productivité durable, fondée sur des indicateurs clairs permettant de mesurer le succès. HANIOTIS a averti que l'ignorance des données et des tendances de long terme risquait de compromettre à la fois la crédibilité et l'impact des politiques.

Elli TSIFOROU, secrétaire générale de COPA-COGECA, a défendu la structure actuelle de la PAC, en particulier la nécessité d'un premier pilier solide pour soutenir le revenu agricole. Elle a exprimé sa crainte que les réformes en cours alienent les agriculteurs et a appelé à une élaboration des politiques plus inclusives.

David BALDOCK (IEEP) a mis en avant la nécessité d'une intégration environnementale plus forte, notamment par des liens plus clairs entre paiements et performance. Il a plaidé

pour une amélioration du suivi et de la transparence afin de garantir la réalisation des objectifs environnementaux.

Théo PAQUET, du Bureau européen de l'environnement (EEB), a souligné les terrains d'entente existants entre les intérêts agricoles et environnementaux. Il a plaidé pour des éco-régimes plus ambitieux, des indicateurs mieux définis et une application plus robuste au niveau des États membres.

Cédric BENOIST (AGPB) a conclu la première partie du panel en insistant sur le fait que les agriculteurs doivent disposer des outils et de la confiance nécessaires pour s'adapter. Il a averti que toute réforme qui porterait atteinte à la viabilité économique affaiblirait également le soutien à la transition écologique dans son ensemble.

Clarifier l'approche de la Commission

En réponse aux préoccupations des intervenants, GES-LAIN-LANÉELLE a défendu le processus d'engagement de la Commission, évoquant les consultations, les groupes de dialogue civil et le dialogue stratégique, qui ont, selon elle, contribué de manière significative à l'élaboration de la vision proposée pour la PAC. Elle a souligné que la Commission ne se limitait pas à une réorganisation technique des fonds, mais visait à préserver les objectifs fondamentaux de la politique.

Elle a contesté l'idée selon laquelle les propositions actuelles ignorerait les efforts des agriculteurs, notamment en ce qui concerne la reconnaissance des pratiques bénéfiques pour l'environnement. Des mesures telles que la protection des sols, la préservation de l'eau et la gestion de la biodiversité devraient, a-t-elle affirmé, être prises en compte dans l'at-

teinte des objectifs environnementaux. Elle a également précisé que la Commission entend maintenir un certain niveau de contrôle dans l'approbation des plans des États membres afin de garantir cohérence et impact.

Trouver l'équilibre entre conditions et incitations

La Commission a réitéré son intention de s'éloigner d'une conditionnalité excessivement rigide, reconnaissant que la complexité avait, par le passé, freiné l'efficacité. Une évolution vers davantage d'incitations, lorsque cela est pertinent, pourrait mieux soutenir les changements de comportement. Dans le même temps, des inquiétudes subsistent quant à la capacité des États membres à mettre en œuvre ces nouveaux cadres de manière efficace, en particulier dans un contexte de budgets contraints et de ressources administratives limitées.

Les réflexions finales de ELO

Jurgen TACK, Secrétaire Général de ELO, a livré une conclusion sans détour. S'il a salué la qualité du dialogue, il a averti que la durabilité de la PAC ne saurait être assurée sans garantir la rentabilité des exploitations. « Une agriculture rentable est une condition préalable à toute ambition environnementale que nous partageons », a-t-il déclaré. Jurgen TACK a appelé à un environnement réglementaire stable, à des outils d'investissement prévisibles et à des règles moins nombreuses mais mieux conçues, récompensant l'usage multifonctionnel des terres.

Il a réaffirmé l'importance de maintenir une base commune à l'échelle européenne afin de préserver le marché unique. Il a également exhorté les décideurs à conserver une fonction dédiée au développement rural au sein de la PAC et à éviter d'intégrer l'agriculture dans des cadres de partenariat excessivement larges.

Selon TACK, la voie à suivre devrait inclure des paiements de transition, une conditionnalité simplifiée, de meilleurs outils de gestion des risques et une meilleure adéquation entre les financements de l'innovation et les incitations réglementaires. Il a conclu en avertissant que, sans règles plus claires, stabilité à long terme et rémunération équitable, la confiance des agriculteurs dans le processus de réforme pourrait être sérieusement compromise.

Conclusion

Comme l'a souligné le modérateur Mark TITTERINGTON, la conférence a révélé davantage de points de convergence que prévu. Si les positions divergent, il existe une reconnaissance commune de la nécessité d'adapter la PAC à un environnement en mutation tout en la maintenant opérationnelle et efficace. Les futures réformes devront concilier pressions économiques et ambition environnementale, en s'appuyant sur des données probantes et en étant guidées par un dialogue ouvert et structuré.



Faire face à l'avenir de l'agriculture : perspectives de marché, défis environnementaux et priorités politiques

Alors que les systèmes agricoles mondiaux sont confrontés à des pressions croissantes liées au changement climatique, à la volatilité des marchés et à l'évolution des attentes des consommateurs, le Forum pour l'avenir de l'agriculture a organisé son atelier "Market Outlook 2025" les 6 et 7 novembre à Bruxelles.

Cet événement de deux jours a réuni économistes, décideurs politiques, représentants du secteur et modélisateurs afin d'examiner les perspectives agricoles OCDE-FAO (2025-2034) et d'explorer la manière dont l'agriculture peut répondre à des défis complexes et interconnectés. Les discussions ont souligné l'importance d'aligner la productivité avec la durabilité environnementale et sociale

Jour 1 : Les marchés dans un paysage mondial en mutation

La modératrice Lee Ann JACKSON a souligné l'importance de s'appuyer sur des données probantes dans un monde en pleine disruption. Elle a rappelé que le système alimentaire mondial est de plus en plus influencé par des facteurs externes à la ferme, nécessitant une vision à long terme et des analyses rigoureuses.

Tassos HANIOTIS, conseiller spécial pour la productivité durable au Forum et chercheur invité senior à l'IISAS, a mis en évidence les transformations structurelles de l'agriculture : les relations commerciales basées sur la réciprocité, le double rôle de l'agriculture comme émetteur et puits de carbone, et la diminution du recours à la science dans la politique agricole. Il a interrogé la possible inversion de la tendance à la baisse des prix agricoles réels et les impacts de la géopolitique, des tensions commerciales et du climat sur la stabilité des marchés mondiaux.

La situation de référence : contexte et hypothèses

Máximo TORERO, économiste en chef à la FAO, a présenté l'Outlook OCDE-FAO comme un outil essentiel pour suivre les tendances et anticiper les perturbations. Marcel ADENÄUER (OCDE) a détaillé les hypothèses de base : ralentissement de la croissance démographique, expansion économique mondiale stable et diversification des régimes alimentaires selon les régions. Bien que les émissions agricoles mondiales devraient augmenter, elles devraient diminuer par unité de production.

Bence TÓTH (DG AGRI) a insisté sur la sécurité alimentaire et le rôle de la science. Malgré des niveaux de production élevés, les problèmes d'accès et de coût demeurent, et le gaspillage alimentaire reste important même dans les pays à revenu élevé. HANIOTIS a ajouté que les prix élevés du gaz désavantagent les producteurs européens d'engrais et a appelé à une meilleure



Liz WILSON

adoption des fertilisants de précision et à un meilleur suivi du gaspillage alimentaire.

Le panel a souligné que la modélisation reste essentielle mais confrontée à l'incertitude. Par exemple, un scénario réduisant le gaspillage alimentaire semble bénéfique à première vue, mais peut entraîner des pertes de revenus pour certains agriculteurs. Les décideurs ont besoin d'outils à la fois fiables et adaptés aux réalités du terrain.

Cultures arables : résilience d'un secteur mature

Thomas CHATZOPoulos (OCDE) a décrit le secteur comme mature mais sous pression : la production de céréales continue d'augmenter grâce aux gains de productivité, mais la demande ralentit et la concentration des marchés crée une vulnérabilité aux chocs régionaux. Les rendements en oléagineux restent imprévisibles à cause du vieillissement des plantations et de la volatilité climatique. La croissance des biocarburants devrait rester modeste, surtout dans les pays émergents.

Iliana AXIOTIADES (Coceral) a exprimé ses inquiétudes sur l'intervention croissante des politiques et la difficulté de concilier durabilité et sécurité alimentaire. Tiffanie STEPHANI (Yara) a insisté sur l'efficacité de l'utilisation des nutriments, soulignant que les agriculteurs européens pourraient améliorer l'efficacité de l'azote jusqu'à 20 % grâce à une meilleure sélection et application des produits.

Alexander DÖRING (FEFAC) a pointé les faiblesses de l'industrie de l'alimentation animale et la nécessité d'une collaboration intersectorielle. Malgré les critiques, il a souligné que l'élevage joue un rôle dans les solutions climatiques. Seuls deux États membres offrent actuellement des incitations pour des systèmes d'alimentation à faibles émissions, un manque à combler rapidement.

Glauco BERTOLDO a présenté l'approche systémique du Brésil pour l'alimentation, les aliments pour animaux, le carburant et le carbone. Grâce à des décennies de recherche et à un modèle innovant peu subventionné, le pays combine compétitivité et durabilité, avec des synergies entre cultures fixatrices d'azote, biocarburants et alimentation animale.

Élevage : à la croisée des chemins

Marcel ADENÄUER (OCDE) a noté que la consommation mondiale de viande continuera de croître, mais à un rythme plus lent, surtout dans les pays à revenu élevé. Les gains de productivit-



té permettront de réduire l'intensité des émissions, mais le total continuera d'augmenter.

Ignacio Pérez DOMÍNGUEZ (CE) a évoqué le découplage entre production et émissions grâce à l'intensification durable. Sabrina KOGLER (DG AGRI) a attiré l'attention sur la diminution des prairies, menaçant biodiversité et régulation climatique.

Marjukka MATTIO (MTK Finlande) a insisté sur la nécessité d'équilibrer productivité et réduction des émissions, en notant la concurrence croissante des alternatives végétales et synthétiques. Le député européen Benoît CASSART (Belgique, Renew) a observé un secteur à la fois optimiste et frustré, avec une baisse de 30 % du cheptel depuis les années 1990 et une incertitude quant au soutien futur de la PAC.

Consensus final : une politique fondée sur des données probantes, des investissements ciblés et la confiance sectorielle sont essentiels pour accompagner la transformation de l'élevage.

Risques potentiels

Joseph GLAUBER (IFPRI) a souligné l'impact des tensions commerciales croissantes. John BAFFES (Banque mondiale) a alerté sur la dissociation des prix des engrains et de l'énergie, et sur le risque que les effets du climat soient masqués dans les rendements. Alan MATTHEWS (Trinity College Dublin) a averti que la montée de la souveraineté alimentaire pourrait raviver le protectionnisme et fragmenter les marchés mondiaux.

Jour 2 : Empreinte environnementale et réponse politique

Mark TITTERINGTON (ForumforAg) a ouvert la journée en rappelant l'importance de concilier productivité et durabilité.

Cédric DU MONCEAU (CdR) a appelé à la coopération plutôt qu'à la compétition, à l'usage d'indicateurs d'empreinte plutôt que du PIB, et à une meilleure cohérence entre mesures économiques et réalités environnementales, soulignant le risque politique lié à l'ignorance des populations vulnérables.

Tassos HANIOTIS a défendu les marchés ouverts pour équilibrer surplus et déficits et a souligné la nécessité de productivité durable pour réduire prix alimentaires et risques politiques, rappelant que la politique climatique doit être socialement viable.

Technologies d'atténuation et mesures d'usage des sols

Ana Luisa BARBOSA (JRC) a présenté des scénarios de l'étude EcAMPA sur le rôle de l'agriculture, de la forêt et de l'usage des terres dans les objectifs climatiques de l'UE. La protection des histosols offre le plus grand gain en réduction d'émissions avec un impact minimal sur la production. La tarification du carbone est efficace mais entraîne des compromis visibles, comme la réduction du cheptel et la hausse des prix alimentaires.

Tamas KRISZTIN (IIASA) a montré que les modèles s'accordent sur les grandes tendances mais divergent sous stress. Les projets Horizon Europe visent à intégrer biodiversité, usage des sols et perspectives économiques pour améliorer la résilience et la précision des outils politiques.

Le panel a souligné la nécessité d'évaluer les arbitrages, d'aligner les cycles politiques sur les horizons d'investissement et d'intégrer plusieurs indicateurs environnementaux dans la modélisation. Edward DAVEY (WRI) a insisté sur l'importance de relier objectifs environnementaux à la santé, aux revenus et à la gestion responsable des terres. Emanuele Paolo SICURO (DG CLIMA) a appelé à valoriser les services écosystémiques et mobiliser les financements privés.

Agriculteurs et décideurs en première ligne

Anne-Catherine DALCQ, ministre de l'Agriculture en Wallonie, a souligné les impacts concrets du changement climatique, des inondations à la baisse des couvertures d'assurance. Leonard MIZZI (DG INTPA) a évoqué les crises convergentes dans les pays en développement et l'importance de partenariats géopolitiquement avisés.

Liam MACHALE (Irish Farmers' Association) a rappelé que l'innovation existe déjà dans les fermes, mais que les changements de politiques et la baisse des fonds de développement rural créent des obstacles. Jurgen TACK (ELO) a insisté sur la nécessité de stabilité pour permettre les investissements à long terme.

En conclusion, Tamas KRISZTIN (IIASA) a rappelé l'importance d'intégrer les agriculteurs dans la modélisation et les politiques. Mark TITTERINGTON a appelé à des actions audacieuses, reconnaissant l'ampleur du défi mais aussi les outils et partenariats disponibles pour y répondre.

Regenomics offre de nouvelles perspectives économiques pour les propriétaires fonciers

L'agriculture régénératrice est porteuse de grandes promesses mais comment peut-elle devenir économiquement viable ? Dans le cadre du projet de partenariat public-privé (PPP) « Regenomics », Wageningen University & Research et ses partenaires travaillent à mieux comprendre les coûts et les bénéfices de l'agriculture régénératrice. Comment soutenir les agriculteurs afin qu'ils puissent faire des choix adaptés à leur situation spécifique ? D'ici la fin de 2025, les résultats de la recherche seront accessibles à l'ensemble des agriculteurs européens.

Tout au long du projet, nous partageons quatre points de vue de parties prenantes sur la transition : leur rôle et leurs responsabilités, les opportunités et les obstacles qu'elles rencontrent, et la manière dont une meilleure compréhension des coûts et des bénéfices peut contribuer à accélérer la transition. Voici la partie 2 : le point de vue des propriétaires fonciers.

“L'agriculture est à la croisée des chemins, plus que jamais”, déclare Jurgen TACK, Secrétaire Général de ELO. “Agriculteurs, acheteurs, transformateurs, propriétaires fonciers : nous avons tous une responsabilité à la fois écologique et économique. C'est ce qui rend l'agriculture régénératrice si prometteuse.”

ELO est une organisation internationale de plaidoyer représentant des propriétaires fonciers, agriculteurs, forestiers et entrepreneurs ruraux. Ses 67 organisations membres représentent ensemble environ 2,8 millions de professionnels agricoles européens. Dans le projet de recherche Regenomics de WUR, ELO est l'un des quatre partenaires.

Les propriétaires fonciers n'envisagent pas l'usage des terres de la même manière que les agriculteurs qui les louent, explique TACK. “Pour eux, la terre est un capital. Pour préserver ce capital, ils doivent s'assurer qu'il reste en bon état. C'est pourquoi nous avons besoin de modèles agricoles à la fois durables et rentables. Il est rare que ces deux dimensions se rejoignent dans une même stratégie. Mais avec l'agriculture régénératrice, c'est le cas.”

Un modèle prometteur

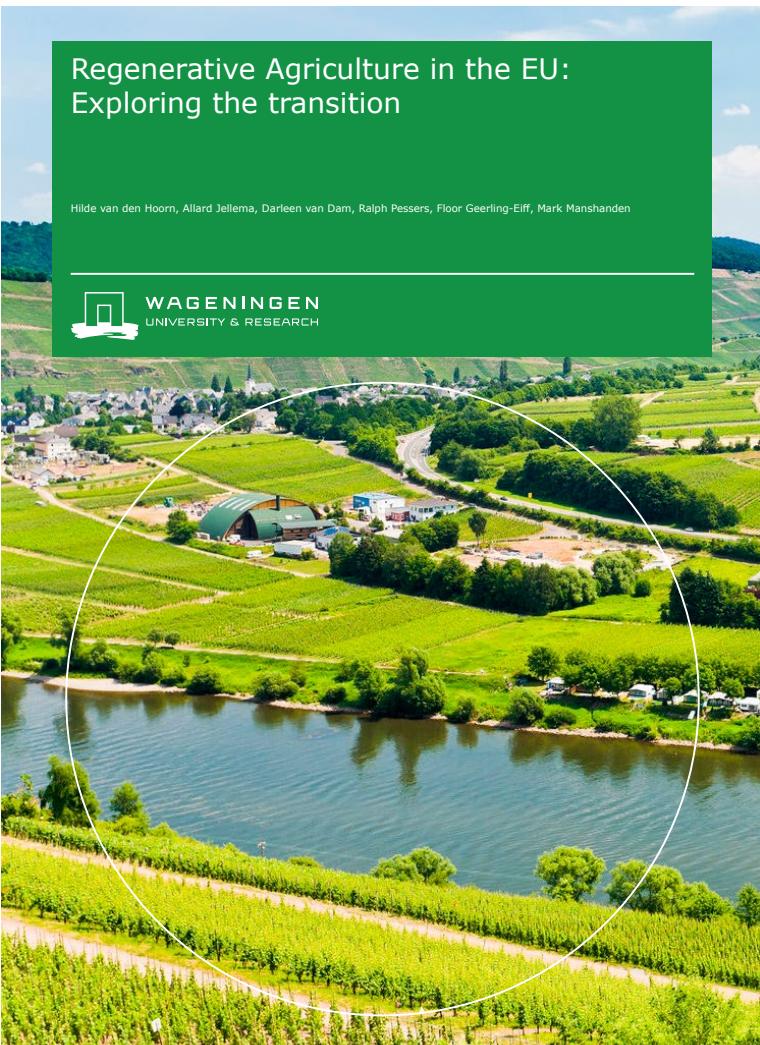
Ce qui a particulièrement motivé ELO à participer au projet Regenomics, c'est l'accent mis sur la construction d'un modèle économique solide pour l'agriculture régénératrice. “Dans notre travail de plaidoyer, nous avons besoin d'indicateurs et de preuves”, souligne TACK. “Tout le monde demande des résultats – mais des données crédibles et largement reconnues sur la santé des sols, la biodiversité et l'eau sont encore en cours de consolidation. Sans indicateurs fiables, il est difficile de plaider pour des rémunérations basées sur les résultats ou de réduire les risques pour l'investissement privé.”



En tant qu'organisation de plaidoyer, ELO travaille principalement à Bruxelles, en lien avec la Commission européenne et le Parlement européen. Au cours des trois dernières années, elle a organisé plusieurs événements sur le sujet. “Nous travailssons avec les responsables politiques pour faire en sorte que l'agriculture régénératrice fasse partie des futures politiques agricoles européennes. Ce n'est pas simple, car les règles européennes changent souvent, les États membres les interprètent différemment, et les dossiers politiques se chevauchent. Cela rend difficile l'envoi de signaux stables et de long terme aux propriétaires fonciers.”

Au-delà du plaidoyer, ELO met en relation ses membres avec des projets de recherche, des pilotes et d'autres initiatives de terrain. “Ainsi, les membres qui souhaitent innover peuvent rejoindre la transition dès maintenant. Nous avons vu de nombreuses nouvelles méthodes agricoles – surtout “vertes” – échouer parce qu'elles étaient trop idéalistes et pas assez centrées sur les résultats économiques. Notre rôle est de garder le cap sur des solutions pratiques, adaptées aux réalités locales, qui offrent à la fois compétitivité et bénéfices environnementaux. Une méthode ne sera adoptée durablement par nos membres que si elle est rentable.”





Regenerative Agriculture in the EU: Exploring the transition

Hilde van den Hoorn, Allard Jellema, Darleen van Dam, Ralph Pessers, Floor Geerling-Eiff, Mark Manshanden

WAGENINGEN
UNIVERSITY & RESEARCH

Un plaidoyer mieux étayé est déterminant, insiste TACK, car il influence les décisions. "Les décideurs publics et les acheteurs soutiendront les modèles dont l'efficacité est prouvée, chiffrée et vérifiable à grande échelle. Des preuves solides permettent de déplacer le débat de l'idéologie vers la mise en œuvre, en ciblant les soutiens là où ils génèrent le plus de bénéfices environnementaux par euro investi. C'est ainsi que nous pouvons garantir une rémunération à la performance pour les propriétaires fonciers — et que Regenomics peut faire une vraie différence."

Pour s'assurer que les résultats atteignent à la fois les décideurs européens et les membres de ELO, l'organisation les diffusera via ses newsletters et ses échanges. "Les résultats scientifiques n'ont d'impact que lorsqu'ils atteignent la société. Nous voyons notre rôle comme celui de bâtir ces ponts."

Prochaines étapes de la transition

De quoi ELO a-t-elle besoin de la part des autres acteurs de la chaîne de valeur pour accélérer la transition ? "Les acheteurs, transformateurs et distributeurs peuvent aider en proposant des accords d'achat pluriannuels, pré concurrentiels, à un prix équitable, liés à des résultats vérifiés. Il est aussi essentiel qu'ils investissent eux-mêmes dans la transition."

"Si cela se produit tout au long de la chaîne", conclut TACK, "nous pouvons réellement réussir le passage vers ce qui pourrait bientôt devenir notre nouvelle agriculture "traditionnelle". Ce serait une bonne nouvelle : pour le climat et la biodiversité, mais aussi pour l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiale dans les décennies à venir."

Vous souhaitez en savoir plus sur le projet Regenomics, ou poser une question à l'équipe de recherche de WUR ? Envoyez un e-mail à Mark MANSHANDEN (mark.manshanden@wur.nl) et nous vous répondrons rapidement.

À propos du projet

Regenomics est un projet de partenariat public-privé (PPP) visant à mieux comprendre les coûts et bénéfices économiques de la transition vers l'agriculture régénératrice en Europe. Nous développons « Regenomics » : un cadre reproductible d'analyse coûts-bénéfices permettant de construire des scénarios pour les exploitations de grandes cultures. En 2025, nous testons notre modèle dans quatre régions de l'UE : Picardie (France), Észak-Alföld (Hongrie), Niedersachsen (Allemagne) et Dolnośląskie (Pologne). Ensuite, il sera mis à disposition de tous les agriculteurs européens.

Dans ce projet, Wageningen University & Research travaille avec quatre partenaires : Cargill, Unilever Europe, Mars Pet Nutrition Europe et l'European Landowners' Organization. Comme nous opérons dans plusieurs régions, des partenaires locaux sont également impliqués : Agro-Transfert Ressources et Territoires (France), l'Institute of Agricultural Economics (AKI) (Hongrie), Kompetenzzentrum Ökolandbau Niedersachsen GmbH (Allemagne) et Agro Smart Lab avec Dorota ŁABA-NOWSKA-BURY (Pologne).

Défis et obstacles

ELO et ses membres font face à plusieurs défis. "Les charges administratives augmentent", note TACK. "Les exigences de reporting se multiplient, mais les outils sont fragmentés et non interopérables. Cela érode la confiance des propriétaires fonciers et détourne du temps de la gestion concrète sur le terrain."

Pour les propriétaires privés, le principal frein au passage à l'agriculture régénératrice est financier. "Les gens ont investi dans leur matériel de production. Lorsqu'ils changent d'approche, une partie de cet équipement n'est plus adaptée. Passer d'un modèle agricole à un autre se fait donc toujours avec une certaine réticence."

Malgré cela, TACK et ses collègues observent un intérêt croissant. "Je suis convaincu que les résultats de Regenomics aideront davantage de personnes à franchir le pas. Nous voyons déjà de plus en plus de propriétaires fonciers prêts à mettre en œuvre ces pratiques."

Exploiter les résultats

ELO prévoit d'utiliser les résultats de recherche de plusieurs manières. "Nous traduirons les courbes coûts-bénéfices et les profils de risque en notes de position et en propositions d'amendements. Des preuves chiffrées peuvent convaincre des ministères et des parlementaires de s'engager. Les résultats peuvent aussi servir d'outils d'aide à la décision pour nos membres."

Construire l'Initiative Européenne pour les Tourbières : une alliance forte pour la protection climatique des tourbières en Europe



Leonor CESAR DAS NEVES
Chargée de projet, ELO

Le projet EUKI EPI a été lancé pour répondre à l'un des défis climatiques urgents de l'Europe : la dégradation rapide des tourbières. Financé dans le cadre de l'Initiative Européenne pour le Climat (EUKI) du Ministère Fédéral Allemand pour l'Environnement, l'Action Climatique, la Conservation de la Nature et la Sécurité Nucléaire (BMUKN), le projet visait à créer la première alliance pan-européenne pour les tourbières.

Pourquoi le projet a-t-il été créé ?

L'initiative a vu le jour en réponse à trois lacunes identifiées à travers l'Europe :

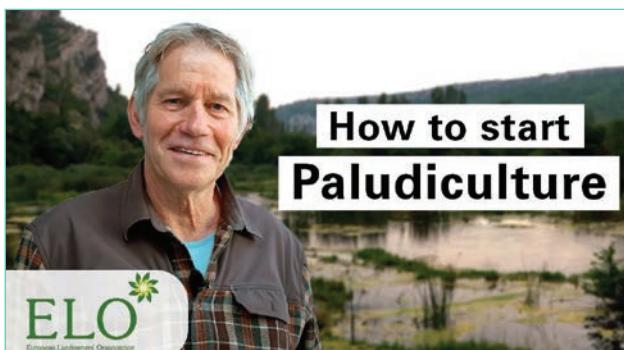
- Un manque de directives politiques unifiées sur les tourbières au niveau de l'UE.
- Une collaboration insuffisante entre les pays confrontés à des défis similaires.
- Une sensibilisation limitée parmi les propriétaires terriens, les décideurs et le grand public sur la pertinence climatique des tourbières.

Grâce à l'EPI, ces lacunes sont devenues des opportunités pour échanger et se rencontrer. Nous remercions nos partenaires de projet, Erosite, le Réseau Européen pour la Conservation des Terres (partenaire principal), la Fondation Michael Succow, partenaire du Greifswald Mire Centre, et CEEweb pour la Biodiversité, ainsi que toutes les personnes qui ont suivi le projet ou contribué par leurs idées précieuses lors de nos événements à travers l'Europe.

Au cours de sa durée de vie, l'EPI a mené un large éventail d'activités impactantes :

1 Crédit d'un réseau d'acteurs à l'échelle européenne

Rassemblant des voix provenant de plus d'une dizaine de pays, le projet a créé une plateforme de coopération, d'apprentissage et d'échange. Ce réseau a réuni des propriétaires



terriens, des agriculteurs, des forestiers, des scientifiques, des ONG et des représentants des gouvernements.

2 Facilitation des discussions politiques aux niveaux national et européen

Des ateliers, des tables rondes et des dialogues politiques ont permis de faire figurer les tourbières dans les discussions sur la loi européenne de restauration de la nature, les éco-schémas de la PAC et le règlement LULUCF.

3 Production d'outils et de guides

Le projet a livré des brochures et guides pratiques détaillés qui rendent les solutions environnementales complexes accessibles, réalisables et pertinentes pour les propriétaires terriens, les agriculteurs et les gestionnaires forestiers.

- **Agriculture (sur) tourbières** : Concile productivité et durabilité, met en évidence les besoins de financement et propose des solutions politiques et collaboratives pour une agriculture durable sur sols tourbeux.
- **Restauration des tourbières** : Explique pourquoi les tourbières sont essentielles et présente des étapes concrètes pour le ré-humidification, la restauration des habitats et le suivi en soulignant les bénéfices écologiques, économiques et pédagogiques.
- **Foresterie sur tourbières** : Présente des pratiques de sylviculture "climato-intelligente" pour réduire les émissions, préserver les régimes hydriques et concilier conservation et gestion forestière productive.

Trouvez les brochures en ligne sur notre site web, ou obtenez une copie papier lors du prochain Forum for the Future of Agriculture, le mardi 14 avril 2026.

Contribuer à la campagne #PeatlandsMatter

Dans une série de 11 vidéos thématiques mettant en avant des gestionnaires de terres, des scientifiques, des décideurs politiques, des représentants de la Commission et du Parlement Européen, ainsi que des membres de communautés à travers l'Europe, nous avons sensibilisé au rôle des tourbières.

La vidéo 7 met en lumière Rosie SNOWDEN (Royaume-Uni), Humberto DELGADO ROSA (UE), Jüri-Ott SALM (Estonie) et Allan PHILLIPS (Belgique), qui partagent leurs perspectives sur la conservation et la restauration.

Héritage et perspectives

Le projet EUKI EPI a posé les bases d'un mouvement européen plus fort et mieux coordonné. En développant des réseaux, en produisant des outils pratiques et en donnant de la visibilité aux voix des parties prenantes, il a favorisé une collaboration durable.

Deux sites Wildlife Estates honorés par le Prix Environnement Baillet Latour

Deux domaines labellisés *Wildlife Estates* en Flandre ont été distingués par le Prix Baillet Latour pour l'Environnement, qui reconnaît le rôle des propriétaires privés dans la préservation du patrimoine naturel belge. Le domaine de Loyer a reçu le prix principal 2025 (20 000 €), tandis que le domaine De Zeshonderd s'est vu attribuer le Diplôme d'honneur et le Prix d'encouragement (5 000 €). Ces prix sont organisés par Natuurmakers. Vlaanderen, avec le soutien du Fonds Baillet Latour.



Alec VAN HAVRE
Chargé de projet, ELO



Eleonore RAYNAL-PEČENÝ
Chargée de communication, ELO

Domaine de Loyer : des siècles de gestion responsable

S'étendant sur plus de 200 hectares dans la vallée de la Demer, le domaine de Loyer a conservé son paysage historique – déjà visible sur des cartes de 1777 – sous la gestion de la famille DE FABRIBECKERS. Son patchwork de parc, forêts, prairies, champs et étangs fait partie du réseau Natura 2000. Un système de gestion de l'eau sophistiqué protège à la fois l'écologie et le patrimoine, contribuant notamment au doublement, au cours de la dernière décennie, du rare habitat de la laîche des marais (Great Fen-sedge). Le domaine abrite des habitats et des espèces d'importance européenne et est labellisé Wildlife Estate depuis 2018.

Domaine De Zeshonderd : une gestion multifonctionnelle

Situé à Arendonk, près de Landschap De Liereman, le domaine De Zeshonderd, propriété de la famille VAN PUIJENBROEK, comprend mares, bas-marais, forêts, haies, zones humides et terres agricoles. Il se distingue par sa gestion de la faune, la régulation de l'eau et le travail en partenariat pour renforcer la résilience écologique. Labellisé Wildlife Estate depuis 2019, il illustre une gestion des terres multifonctionnelle conciliant production, biodiversité et services écosystémiques.

À propos de Natuurmakers.Vlaanderen

Natuurmakers.Vlaanderen accompagne les propriétaires privés dans l'intégration de la biodiversité et d'un usage durable des terres, promeut en Flandre le label European Wildlife Estates, et coordonne le Prix Baillet Latour pour l'Environnement ainsi que l'initiative Tree of the Year.



Candidatez pour le Prix de la Gestion des Terres et des Sols



Kyia KANANI
Assistant politique, ELO

Soil Award
The Land and Soil Management Award

2026
APPLY NOW

Le sol est le fondement de l'agriculture européenne, mais il subit aujourd'hui une pression croissante due à l'érosion, à la dégradation et à la perte de biodiversité. Partout dans nos campagnes, de nombreux propriétaires fonciers et agriculteurs montrent qu'il est possible de restaurer les sols grâce à des pratiques innovantes et concrètes. Pour célébrer ces initiatives, ELO ouvre les candidatures pour son Prix annuel de la Gestion des Terres et des Sols.

Depuis 2008, ce prix distingue des projets qui protègent et régénèrent les sols tout en soutenant une utilisation durable des terres. Les lauréats ont démontré qu'un ensemble de pratiques simples mais soigneusement conçues, qu'il s'agisse d'améliorer la structure du sol, d'augmenter la matière organique ou de revitaliser les écosystèmes, peut renforcer la résilience des exploitations et restaurer les paysages. Leur travail prouve que prendre soin des sols est bénéfique pour la nature, mais aussi pour la productivité à long terme.

Le prix est ouvert aux propriétaires, gestionnaires, chercheurs et organisations européennes ayant mis en œuvre des solutions efficaces aux défis liés au sol. Être lauréat apporte une reconnaissance européenne, une visibilité au sein du réseau ELO et une récompense de 5 000 €. Plus encore, cela permet de valoriser des initiatives capables d'inspirer des changements ailleurs.

Les candidatures pour l'édition de cette année sont désormais ouvertes. Si vous contribuez à la santé des sols et à une gestion plus durable des terres, ELO vous encourage vivement à participer. Votre projet pourrait éclairer l'avenir de l'agriculture européenne et rappeler l'importance de protéger la ressource qui nous fait vivre.

Let's increase our food supply
without
reducing theirs



Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com

syngenta



APPLY NOW